

Cahier du participant

Forum

Vers la gestion intégrée du Saint-Laurent

30 avril et 1^{er} mai 2004
Hôtel des Gouverneurs
Île Charron, Longueuil



STRATÉGIES SAINT-LAURENT

Environnement
Québec 

 Environnement
Canada  Environment
Canada

 Pêches et Océans
Canada  Fisheries and Oceans
Canada

Table des matières

Mot du président _____	4
Mot des représentants gouvernementaux _____	5
Contexte et objectifs du forum _____	6
Stratégies Saint-Laurent et les comités ZIP _____	7
Programme du forum	
vendredi, 30 avril _____	8
samedi, 1 ^{er} mai _____	10
Résumés des conférences	
La gestion intégrée du Saint-Laurent : contexte et perspectives _____	12
Une vision commune à développer _____	13
Vision et rôles des municipalités dans la gestion intégrée du Saint-Laurent _____	14
La gestion intégrée : un jeu de concertation à multiples niveaux _____	15
Stratégies d'assainissement des eaux usées de Montréal _____	16
Accessibilité publique du fleuve pour retrouver les usages : concertation et stratégies d'intervention _____	17
La gestion des sédiments contaminés de la rivière Saint-Louis _____	18
Le rôle du Comité ZIP Baie des Chaleurs dans la gestion intégrée de la zone côtière _____	19
La gestion intégrée des plans d'eau intérieurs _____	20
La gestion intégrée et les enjeux citoyens _____	21
Navigation durable : pour un choix social éclairé _____	22
La stratégie agro-environnementale de l'U.P.A. et la protection de l'eau _____	23
Le développement concerté du Sentier maritime du Saint-Laurent _____	24
Remerciements _____	25
Commanditaires _____	26

Mot du président



C'est avec un très grand plaisir que nous vous accueillons dans la région de Montréal, sur les rives du Saint-Laurent, l'un des plus grands et l'un des plus beaux fleuves au monde. Il représente à lui seul une richesse inestimable que nous nous devons de protéger et de mettre en valeur pour notre bien commun et pour celui de nos enfants. Malgré les nombreux efforts de dépollution et de protection déployés au cours des dernières décennies, plusieurs problématiques environnementales associées au Saint-Laurent restent à régler, sinon à prévenir, et nous pensons que la gestion intégrée est l'une des approches les plus prometteuses pour développer et appliquer des solutions efficaces en ce sens.

C'est donc dans cette perspective que le forum qui s'ouvre aujourd'hui se veut un moment opportun pour aborder collectivement et pour approfondir les réflexions déjà amorcées sur la gestion intégrée du Saint-Laurent. La mise sur pied de cette approche représente un défi colossal et nécessitera une intégration sans précédent des connaissances et des interventions menées par les acteurs gouvernementaux, privés et communautaires. Il importe donc que ces multiples acteurs puissent échanger et se questionner sur les diverses visions qu'ils ont de la gestion intégrée. C'est une démarche indispensable pour le développement d'une vision commune, qui respectera les principes fondamentaux du développement durable et qui satisfera le plus grand nombre d'intervenants et d'usagers concernés par le Saint-Laurent. Je vous demande donc, à nous tous, participants de ce forum, de garder l'esprit ouvert, créatif, et d'être réceptif à toute proposition novatrice qui pourra être reprise pour protéger et gérer adéquatement ce bien commun que constitue le Saint-Laurent.

Je vous souhaite de passer un séjour agréable et profitable tout au long de ce premier forum sur la gestion intégrée du Saint-Laurent.

Amicalement,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nicolas Roy'. The signature is fluid and cursive, written on a light-colored background.

Nicolas Roy
Président de Stratégies Saint-Laurent

Mot des représentants des gouvernements

Pour une plus grande cohérence dans l'action

Les gouvernements du Canada et du Québec s'associent avec grand plaisir au forum *Vers la gestion intégrée du Saint-Laurent* organisé par Stratégies Saint-Laurent.

Ce forum nous donne l'occasion d'explorer la meilleure manière de mettre en commun les connaissances et les expériences que, les uns et les autres, nous avons développées et de faire contribuer tous les acteurs à l'élaboration d'une gestion intégrée du Saint-Laurent. Nous y voyons le gage d'une plus grande cohérence de nos interventions.

Nous avons aujourd'hui l'occasion de discuter, d'échanger des idées, de nous questionner et d'identifier, à partir de nos expériences respectives, les conditions requises pour une gestion concertée, essentielle à la protection, à la conservation et à la mise en valeur du Saint-Laurent dans une perspective de développement durable.

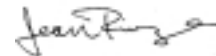
Nous souhaitons que ce forum soit profitable à tous et à toutes.



Mimi Breton
Directrice générale
Environnement Canada
Région du Québec



Pierre Baril
Sous-ministre adjoint
Ministère de l'Environnement du Québec



Jean Piuze
Directeur régional des océans et
de l'environnement
Pêches et Océans Canada

Contexte et objectifs du forum

Le Saint-Laurent constitue un patrimoine inestimable pour le Québec. En plus d'abriter une importante diversité d'écosystèmes et d'espèces animales et végétales, il constitue la source d'eau potable de près de la moitié de la population du Québec, il est une artère importante pour le transport maritime mondial, et il est devenu un milieu privilégié d'éducation, de récréation et de détente.

Le forum *Vers la gestion intégrée du Saint-Laurent* s'inscrit dans un contexte particulier de redéfinition des approches et des ententes de gestion de l'eau au Québec, un contexte où le Saint-Laurent est au cœur des réflexions. D'abord, la phase III du vaste Plan d'action Saint-Laurent Vision 2000 a pris fin en mars 2003 et les gouvernements fédéral et provincial négocient présentement les termes de leur prochaine entente. De plus, le gouvernement du Québec s'est engagé, par le lancement de la Politique nationale de l'eau en novembre 2002, à mettre en œuvre la gestion intégrée du Saint-Laurent, cela en favorisant la participation des communautés. Aussi, le ministère des Pêches et Océans Canada a poursuivi une importante réflexion sur la gestion intégrée des zones côtières, une gestion à laquelle de multiples acteurs pourraient être appelés à participer. D'autres initiatives, comme la réflexion concertée autour du concept de navigation durable, témoignent aussi des efforts d'intégration qui sont déployés en matière de gestion de l'eau.

L'adoption de nouveaux principes de gouvernance et la mouvance vers une gestion dite intégrée du Saint-Laurent ne concernent toutefois pas seulement les autorités gouvernementales. Bien au contraire, ce mouvement repose en grande partie sur la volonté et la capacité croissantes des organismes non-gouvernementaux et des autres acteurs concernés à jouer un rôle actif dans la prise en charge du Saint-Laurent. La gestion intégrée consiste en une approche participative et elle nécessite par conséquent l'établissement de solides mécanismes pour assurer la concertation des acteurs impliqués, l'intégration de leurs connaissances et la coordination de leurs actions. Les questions qui se posent à cet égard sont multiples et imposent une réflexion collective où les acteurs devront échanger sur leurs visions et expériences respectives de la gestion intégrée.

L'organisation du présent forum s'inscrit donc dans cette perspective. Plutôt que de mener leur réflexion en vase clos et de voir leurs partenaires faire de même, Stratégies Saint-Laurent et les comités ZIP ont préféré ouvrir la discussion à l'ensemble des intervenants intéressés, jugeant que cette ouverture serait profitable pour tous. Voici donc les objectifs qui ont orientés en ce sens l'organisation de cet important forum.

Les objectifs du forum :

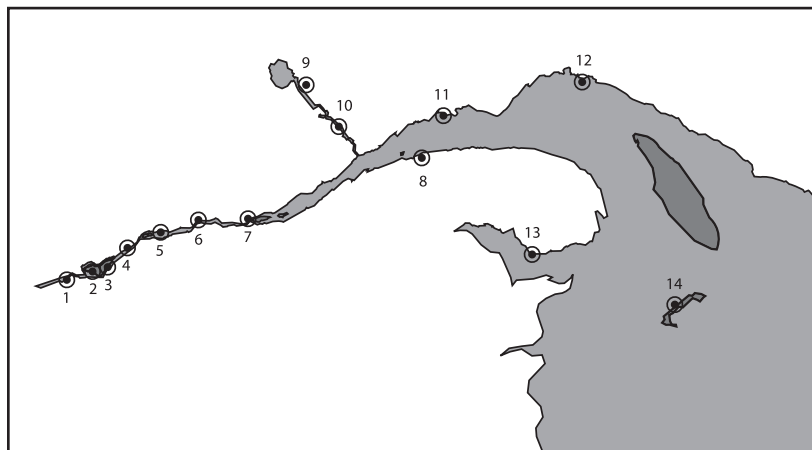
- Réunir des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux appelés à se positionner et à se concerter dans le développement et la mise en œuvre de la gestion intégrée du Saint-Laurent.
- Faire connaître et mettre en perspective les visions et expériences de gestion intégrée mises de l'avant par divers acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux, dont les comités ZIP
- Permettre aux intervenants présents - comités ZIP et autres - d'échanger sur leurs rôles respectifs et leurs partenariats potentiels dans la mise en œuvre de la gestion intégrée et identifier les conditions favorables à celle-ci.

Stratégies Saint-Laurent et les comités ZIP

Stratégies Saint-Laurent, organisme à but non lucratif, regroupe les 14 comités de zone d'intervention prioritaire du Québec (comités ZIP). Sa mission consiste essentiellement à favoriser la concertation entre les comités ZIP aux échelles interrégionale et nationale, et à promouvoir l'implication des collectivités riveraines dans l'élaboration et la mise en œuvre de la gestion intégrée du Saint-Laurent dans une perspective de développement durable.

Les comités ZIP sont des organismes à but non lucratif qui regroupent des intervenants et décideurs régionaux à l'intérieur d'un tronçon déterminé du Saint-Laurent. Leur rôle est de concerter et de mobiliser les communautés riveraines puis de coordonner leurs actions en vue de la protection, de la réhabilitation et de la mise en valeur du Saint-Laurent. Pour ce faire, chaque comité ZIP élabore un plan d'action et de réhabilitation écologique (PARE) et réalise des actions concrètes sur la base des priorités environnementales établies lors de consultations publiques.

On compte actuellement 14 comités ZIP qui, ensemble, couvrent la presque totalité du Saint-Laurent depuis la frontière ontarienne jusqu'au golfe Saint-Laurent, incluant le Saguenay, la Baie des Chaleurs et les Îles-de-la-Madeleine.



- | | | |
|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------------|
| 1. Haut Saint-Laurent | 6. Les Deux Rives | 11. Rive nord de l'estuaire |
| 2. Ville-Marie | 7. Québec et Chaudière-Appalaches | 12. Côte-Nord du Golfe |
| 3. Jacques-Cartier | 8. Sud-de-l'Estuaire | 13. Baie des Chaleurs |
| 4. Des Seigneuries | 9. Alma-Jonquière | 14. Îles-de-la-Madeleine |
| 5. Lac Saint-Pierre | 10. Saguenay | |

Programme du forum

Animateurs : André Beauchamp et Stella Anastasakis

Vendredi 30 avril

8h00	Accueil et café
8h30	Mot de bienvenue <i>Nicolas Roy</i> <i>Président de Stratégies Saint-Laurent</i>
8h40	Déroulement du forum <i>André Beauchamp</i> <i>Animateur</i>
8h50	La gestion intégrée du Saint-Laurent : contexte et perspectives <i>Jean Burton</i> <i>Agence canadienne de développement international</i>

Session 1

La gestion intégrée du Saint-Laurent : approches gouvernementales

9h15	Une vision commune à développer <i>Mimi Breton</i> <i>Directrice régionale</i> <i>Environnement Canada</i> <i>Région du Québec</i> <i>Jean Piuze</i> <i>Directeur régional des océans et</i> <i>de l'environnement</i> <i>Pêches et Océans Canada</i> <i>Pierre Baril</i> <i>Sous-ministre adjoint</i> <i>Ministère de l'Environnement du Québec</i>
10h15	Pause
10h40	Vision et rôles des municipalités dans la gestion intégrée du Saint-Laurent <i>Denis Lapointe</i> <i>Union des municipalités du Québec</i>
11h00	Période d'échanges et de questions
12h00	Dîner sur place

Programme du forum

Session 2

Stratégies Saint-Laurent et les comités ZIP : de la concertation à l'action

- | | |
|--------------|--|
| 13h30 | La gestion intégrée: un jeu de concertation à multiples niveaux
<i>Nicolas Roy</i>
<i>Stratégies Saint-Laurent</i> |
| 13h45 | Stratégies d'assainissement des eaux usées de Montréal
<i>Luc Bergeron</i>
<i>Comité ZIP Ville-Marie</i> |
| 14h00 | Accessibilité publique du fleuve pour retrouver les usages :
Concertation et stratégies d'interventions
<i>Hamida Hassein-Bey</i>
<i>Comité ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches</i> |
| 14h15 | La gestion des sédiments contaminés de la rivière Saint-Louis
<i>Claire Lachance</i>
<i>Comité ZIP Haut Saint-Laurent</i> |
| 14h30 | Pause |
| 15h00 | Le rôle du Comité ZIP Baie des Chaleurs
dans la gestion intégrée de la zone côtière
<i>Pierre Desmeules</i>
<i>Comité ZIP Baie des Chaleurs</i> |
| 15h15 | La gestion intégrée des plans d'eau intérieurs
<i>Yves Martinet</i>
<i>Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine</i> |
| 15h30 | Période d'échanges et de questions |
| 16h30 | Allocution de M.Thomas J. Mulcair
<i>Ministre de l'Environnement du Québec</i> |
| 17h00 | Cocktail |
| 17h30 | Excursion guidée en canot rabaska :
<i>Regard sur les canards en migration</i> |

Programme du forum

Samedi 1^{er} mai

8h00	Accueil et café
8h30	Allocution de M. Alan DeSousa <i>Responsable du développement économique et du développement durable Ville de Montréal</i>

Session 3

La gestion intégrée du Saint-Laurent : approches socio-économiques

8h45	La gestion intégrée et les enjeux citoyens <i>Louise Vandelac Université du Québec à Montréal</i>
9h10	Navigation durable : pour un choix social éclairé <i>Claude Mailloux Société de développement économique du Saint-Laurent</i>
9h30	La stratégie agro-environnementale de l'U.P.A. et la protection de l'eau <i>Christian Lacasse Union des producteurs agricoles</i>
9h50	Le développement concerté du sentier maritime du Saint-Laurent <i>Pierre Trudel Fédération québécoise du canot et de kayak</i>
10h15	Pause
10h40	Période d'échanges et de questions
11h40	Allocution de M. Clifford Lincoln <i>Élu à la Chambre des communes pour la circonscription de Lac Saint-Louis</i>
12h00	Explication du déroulement des ateliers
12h15	Dîner sur place

Session 4

13h15	Ateliers de réflexion <i>Les participants seront répartis en quatre groupes composés chacun d'intervenants provenant de divers horizons (fédéral, provincial, municipal, universitaire, communautaire, industriel, etc.). Les discussions seront axées autour de trois questions principales qui porteront sur le quoi et le pourquoi de la gestion intégrée, sur les rôles et responsabilités des divers acteurs concernés, et sur les conditions favorables à la mise en œuvre de la gestion intégrée du Saint-Laurent.</i>
15h30	Pause
16h00	Plénière : résultats des discussions en atelier
16h50	Mot du comité organisateur
16h55	Mot de clôture

Résumés des conférences



La gestion intégrée du Saint-Laurent : contexte et perspectives

La gestion intégrée du Saint-Laurent : contexte et perspectives

Jean Burton

*Conseiller canadien en appui à l'Initiative du Bassin du Niger
Agence canadienne de développement international (ACDI)*

Le contexte actuel au Québec est particulièrement favorable à la mise sur pied d'un grand projet de société sur le Saint-Laurent. Car, faut-il le rappeler, la gestion intégrée de ce grand fleuve ne peut émaner que d'une action collective concertée, impliquant une vaste gamme d'acteurs.

Il y a cependant quelques principes qu'il ne faudrait pas oublier. Le but ultime étant le développement durable des ressources du Saint-Laurent, il faut y parvenir sans en altérer les fonctions naturelles dont notre survie dépend. De plus, il s'agit au départ d'un territoire aux contours naturels différents du découpage administratif, à l'intérieur duquel un zonage devra être défini pour correspondre aux volontés d'agir des acteurs. Enfin, la participation des usagers, engagée le plus tôt possible dans ce processus, est une autre des conditions essentielles de succès.

En terme de perspectives d'avenir, mentionnons trois éléments essentiels à la mise sur pied d'un nouveau modèle de gouvernance pour le Saint-Laurent : un partenariat élargi au-delà des ministères impliqués dans les Plans d'action Saint-Laurent; un plan de gestion pragmatique et souple, développé dans la transparence et avec la participation des acteurs; la mise en valeur de l'expertise développée sur le terrain pas les comités ZIP, dans un cadre renouvelé mais qui n'est pas sans présenter quelques défis.

Bon nombre d'ingrédients sont actuellement réunis pour que ce projet de société puisse émerger au Québec. Il ne manque qu'un engagement politique indéfectible et au plus haut niveau, quelques champions, des décideurs qui n'ont pas peur des nouvelles formes de partage du pouvoir, et surtout, un changement profond des attitudes individualistes de la société québécoise pour reconnaître les valeurs de l'engagement individuel dans un grand projet collectif.

Une vision commune à développer

Une vision commune à développer

Mimi Breton
Directrice régionale
Environnement Canada
Région du Québec

Pierre Baril
Sous-ministre adjoint
Ministère de l'Environnement
du Québec

Jean Piuze
Directeur régional des océans et
de l'environnement
Pêches et Océans Canada

Ce résumé n'était pas disponible au moment de l'impression de ce document

Vision et rôles des municipalités dans la gestion intégrée du Saint-Laurent

Vision et rôles des municipalités dans la gestion intégrée du Saint-Laurent

Denis Lapointe

Président de la Commission politique sur l'environnement

Union des municipalités du Québec

Depuis plusieurs années, nous voyons poindre au Québec un nouveau contexte de gouvernance de l'environnement et de l'eau, dont les éléments principaux sont la décentralisation des responsabilités vers les municipalités et la volonté de mettre en place une gestion par bassin versant. Le projet de gestion intégrée du Saint-Laurent qui en découle interpelle grandement les municipalités.

Dans son mémoire présenté en 1999 à la Commission du BAPE sur la gestion de l'eau au Québec, l'Union des municipalités du Québec, le plus important regroupement municipal de la province, reconnaissait au nom de ses membres l'intérêt et les avantages de mettre en place une gestion par bassin versant. Elle a réitéré cette position lors de la publication de la Politique de l'eau en 2002.

Les municipalités ont, par rapport à l'eau, deux responsabilités fondamentales : la fourniture d'eau potable et l'assainissement des eaux usées. Leur mandat touche également d'autres activités qui sont en lien direct avec l'eau. Il ne fait donc aucun doute qu'elles doivent être impliquées pour assurer le succès de la gestion intégrée du fleuve Saint-Laurent et ce, autant au niveau de sa planification que de sa mise en œuvre.

Ceci dit, elles ne peuvent prendre cette gestion intégrée du Saint-Laurent sur leurs seules épaules. Chaque décideur, chaque acteur impliqué doit jouer son propre rôle si l'on veut une véritable gestion intégrée du Saint-Laurent. En particulier, on ne peut passer sous silence le besoin criant de ressources financières au niveau des municipalités. Les sommes à investir pour leur permettre de mieux gérer la ressource eau auront des répercussions positives sur la protection de la santé publique et des écosystèmes ainsi que sur la préservation des différents usages associés à l'eau, et c'est l'ensemble de la collectivité québécoise qui en bénéficiera.

La gestion intégrée : un jeu de concertation à multiples niveaux

La gestion intégrée : un jeu de concertation à multiples niveaux

*Nicolas Roy
Président
Stratégies Saint-Laurent*

La volonté des acteurs communautaires et gouvernementaux de développer et de mettre en œuvre la gestion intégrée du Saint-Laurent s'inscrit dans un contexte particulier de remise en question et de réforme des modes traditionnels de gestion de l'eau. Les structures dites centralisées, sectorielles et technocratiques de gestion de l'eau, mises de l'avant par plusieurs états dans un souci légitime de protection publique du bien commun, font place progressivement à des approches plus participatives. Ces dernières reposent sur diverses formes de concertation et donnent lieu à de nouvelles formes de partenariat entre les acteurs publics, privés et communautaires.

La reconnaissance et la multiplication des organismes de concertation tels que les comités ZIP illustrent bien cette tendance. En favorisant la participation de la population et des intervenants locaux et régionaux dans les décisions et les actions liées à la protection, à la réhabilitation et à la mise en valeur du Saint-Laurent, les Comités ZIP concrétisent sur le terrain la dimension participative de la gestion intégrée. Cette dernière se veut toutefois une approche globale et suppose donc une intégration des acteurs et des actions non seulement aux niveaux local et régional, mais aussi, bien souvent, aux niveaux national et international. L'immense bassin versant du Saint-Laurent, en l'occurrence, exige que des structures de concertation et de coordination, tant horizontales que verticales, soient prévues à plusieurs échelles, et cela en suivant le principe de subsidiarité, c'est-à-dire en distribuant les rôles et responsabilités aux niveaux les plus appropriés. Le réseau des comités ZIP, organismes locaux et régionaux, et de Stratégies Saint-Laurent (SSL), organisme national, répond en partie à ce besoin. Ce réseau devra cependant poursuivre son évolution et s'adapter dans le contexte de la gestion intégrée.

Cette perspective soulève de nombreuses questions : Les rôles et la composition des organismes de concertation comme SSL et les comités ZIP doivent-ils être élargis dans le cadre de la gestion intégrée ? Autour de quels principes de gouvernance ces changements de structure et de rôle devraient-ils s'articuler le cas échéant ? Suivant une logique écosystémique, quel arrimage pouvons-nous envisager entre les comités ZIP et les conseils de bassins versants ? Entre Stratégies Saint-Laurent et le Réseau des organismes de bassin versant du Québec (ROBVQ) ? Entre les acteurs du Saint-Laurent et ceux des Grands-Lacs ? Comment soutenir les actions concrètes aux niveaux local et régional et bien les harmoniser au niveau national ? Et comment les organismes de concertation et d'action pourront-ils faire plus avec des ressources relativement limitées.

Stratégies d'assainissement des eaux usées de Montréal

Stratégies d'assainissement des eaux usées de Montréal

Luc Bergeron

Coordonnateur

Comité ZIP Ville-Marie

Les cours d'eau ceinturant l'île de Montréal constituent un patrimoine écologique d'une richesse inestimable qui fait l'envie de nombreuses grandes villes à travers le monde. Ces cours d'eau et leurs rives offrent à l'ensemble de la population un immense potentiel d'activités récréatives, telles la pêche, le canotage, la planche à voile, la baignade, la randonnée pédestre ou à vélo...

Depuis la mise en opération des ouvrages d'assainissement municipaux et industriels, la salubrité de l'eau en berges s'est graduellement améliorée et, en temps sec, les résultats obtenus s'approchent des attentes. Mais voilà que, malgré les investissements de 1,4 milliard de dollars pour l'interception et le traitement des eaux usées de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) et de 200 millions de dollars pour le traitement à la source des eaux usées industrielles, les eaux de débordement provenant d'égouts collecteurs des municipalités, en temps de pluie, et les raccordements croisés sont les sources de contamination qui affectent encore et toujours la qualité de nos milieux aquatiques. Ces eaux de débordement entraînent des quantités importantes de contaminants dans nos cours d'eau, notamment des microorganismes indésirables (virus, bactéries, etc.), des débris flottants, des matières en suspension et des rejets d'eaux usées industrielles (métaux, etc.). Cette contamination freine depuis toujours le recouvrement des usages de nos cours d'eau.

Dans un tel contexte, il devenait important d'envisager des interventions pour éliminer la pollution des cours d'eau autour de l'île de Montréal avant même de penser profiter des plaisirs que ces plans d'eau peuvent nous procurer, sans risques pour notre santé. Le cadre de concertation implanté par les deux comités de zone d'intervention prioritaire Jacques-Cartier et Ville-Marie à Montréal précise l'importance du rôle d'une nouvelle gouvernance en matière de gestion intégrée du Saint-Laurent impliquant une vaste gamme d'acteurs pour l'atteinte des objectifs. Après six ans d'effort, les résultats sont encourageant. Les prochains investissements surtout pour d'élimination les rejets d'eaux usées favoriseront l'ouverture de quelques secteurs de baignade autour de l'île de Montréal.

Accessibilité publique du fleuve pour retrouver les usages : concertation et stratégies d'interventions

Accessibilité publique du fleuve pour retrouver les usages :
concertation et stratégies d'interventions


Hamida Hassein-Bey

Directrice générale

Comité ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches

L'accessibilité du Saint-Laurent a, depuis les années 1970, été fortement réduite. Comme beaucoup d'autres régions, celle de Québec et Chaudière-Appalaches a aussi subi ce phénomène, surtout en zone urbaine. Mais, depuis plusieurs années, pour cette région dotée d'une Ville du patrimoine mondial, il y a un fort désir de retour au fleuve exprimé par la population et de nombreux intervenants. Répondant à la volonté du milieu, le Comité ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches a fait de cet enjeu une priorité. Pourquoi ce retour au fleuve ? L'accessibilité publique est-elle si déficiente et pourquoi ? Que désire la population ? Quelles actions et quels types d'accès publics privilégier ? Comment intervenir pour répondre à cet important besoin ? Voilà ce que l'on tentera d'expliquer à travers des exemples d'actions concrètes et de stratégies d'interventions menées par le Comité ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches depuis plusieurs années.

La gestion des sédiments contaminés de la rivière Saint-Louis



*Claire Lachance
Directrice générale
Comité ZIP Haut Saint-Laurent*

Lors de la consultation publique sur l'état environnemental du lac Saint-Louis, en 1994, l'une des priorités retenues par la population concernait la qualité des poissons de pêche sportive (pour la santé) et en conséquence la qualité des sédiments de l'embouchure de la rivière Saint-Louis et du secteur longeant les îles de la Paix (Beauharnois, Québec). Le mandat de préparation du PARE du lac Saint-Louis a mené à la rédaction d'une fiche technique sur les sédiments qui ne fut pas validée par le public lors de l'exercice de 1996. Un comité fut mandaté par le Conseil d'administration du Comité ZIP du Haut Saint-Laurent pour rédiger une fiche technique acceptable pour chacun des intervenants du milieu. La table de concertation s'est avérée nécessaire et a duré près d'une année, à raison d'une journée de réunion par mois, pour en arriver à un projet de fiche technique convenant à tous.

Une fois le consensus établi sur le fait qu'il fallait réhabiliter les sédiments, le Conseil d'administration a donné le mandat au comité d'élaborer un plan d'action. Les experts ont déterminé qu'il fallait d'abord éliminer la source des contaminants qui se trouve dans la rivière Saint-Louis. Quelques années de recherche de financement nous ont permis de procéder à une première caractérisation en 1999, avec la méthode Triad, dont les résultats étaient éloquentes : un tronçon de rivière d'environ 300 mètres contenait des sédiments contaminés. Lors de la présentation des résultats aux membres du Conseil d'administration, il fut décidé de procéder à la restauration de ces sédiments.

En 2000, le Comité Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP) annonçait l'implication volontaire de deux entreprises du secteur, PPG Canada et Alcan Beauharnois, pour la restauration de ce tronçon de la rivière Saint-Louis. Les promoteurs travaillent déjà depuis quatre ans au projet et si les échéanciers sont respectés, la restauration se déroulera à l'été 2005.

Nous croyons réellement que la concertation peut régler des problèmes aussi importants que la contamination des sédiments, si tous les intervenants y mettent de la bonne volonté.

Le rôle du Comité ZIP Baie des Chaleurs dans la gestion intégrée de la zone côtière

Le rôle du Comité ZIP Baie des Chaleurs dans la gestion intégrée de la zone côtière

Pierre Desmeules

Biologiste

Comité ZIP Baie des Chaleurs

Le Comité ZIP Baie des Chaleurs travaille activement à la mise en œuvre de la gestion intégrée (GI) de la zone côtière depuis 1996. Il a d'ailleurs été à l'origine d'une des premières initiatives du genre au Québec via le projet Hortus, qui visait la gestion intégrée de la partie est de la baie de Cascapédia.

En 2001, dans le souci d'adopter une approche plus écosystémique, le Comité ZIP, conjointement avec Pêches et Océans Canada, a élargi la démarche entreprise dans le projet Hortus à l'ensemble du système côtier de la baie de Cascapédia. En plus d'assurer la gestion de ce projet, le Comité ZIP Baie des Chaleurs soutient activement les initiatives de gestion intégrée de Carleton, Bonaventure et Gaspé non seulement en participant aux rencontres de ces comités, mais en apportant un support technique aux coordonnateurs selon les besoins. Depuis 2002, le Comité ZIP organise et anime des ateliers de travail entre les coordonnateurs de comités côtiers afin de stimuler les échanges sur le développement de la GI et pour consolider les liens entre ces organismes.

Récemment, le Comité ZIP a joué un rôle de chef de file en supervisant la réalisation d'un projet qui vise le renforcement des compétences et des capacités des collectivités côtières par le développement et l'intégration d'un système d'information géographique comme outils d'aide à la prise de décision pour les comités de gestion intégrée du sud de la Gaspésie.

La gestion intégrée des plans d'eau intérieurs

La gestion intégrée des plans d'eau intérieurs

Yves Martinet

Coordonnateur des comités de gestion

Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine

Depuis 2001, le Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine effectue la coordination des cinq Comités de gestion intégrée des plans d'eau. Ces Comités représentent les principaux plans d'eau intérieurs des Îles et sont représentatifs des utilisateurs qui y pratiquent une quelconque activité. Ils constituent des entités distinctes et indépendantes du Comité ZIP. Chaque Comité de gestion a établi ses objectifs et ses priorités d'actions qui lui sont propres. De par leurs objectifs liés au développement durable, les Comités de gestion intégrée des plans d'eau intérieurs des Îles-de-la-Madeleine ont un rôle à jouer concernant l'évolution et les développements futurs reliés à ces plans d'eau. Ainsi, pendant ces trois ans d'existence, ces comités ont développé plusieurs outils qui aident à maintenir l'harmonie des usages, la préservation de l'environnement et contribuent au développement socio-économique de l'archipel.

La gestion intégrée et les enjeux citoyens

La gestion intégrée et les enjeux citoyens

Louise Vandelac, Ph.D

Professeure titulaire Département de sociologie

Institut des sciences de l'environnement et

Directrice du CINBIOSE

Université du Québec à Montréal

La gestion du Saint-Laurent serait passée d'un modèle de prise de décision vertical et bureaucratique centré sur des solutions techniques, à un modèle de gestion horizontale, plus intégrée et concertée, appelant la conciliation d'intérêts divergents et l'expérimentation sociale, bref à une gestion négociée de l'environnement par les différents acteurs (Lepage, Gauthier, Champagne, 2003). Si cette lecture optimiste peut servir d'éclairage aux Stratégies Saint-Laurent / ZIP des dernières années, néanmoins l'évolution de la gestion du Saint-Laurent exige une mise en perspective géopolitique et une approche écosystémique et écocitoyenne plus globales et davantage centrées sur l'évaluation, dès l'amont, des politiques publiques. En effet, depuis le Rapport Pailey des années 1950, en passant par les projets d'exportation d'eau en vrac, soumis à un moratoire arrivant à échéance, jusqu'à l'actuelle étude du Corps des Ingénieurs de l'Armée américaine sur l'élargissement de la Voie maritime, sans oublier les nombreux travaux de la CMI, la pérennité écologique de l'écosystème Saint-Laurent / Grands-Lacs, largement tributaire d'enjeux américano-canadiens, ne saurait être le jeu de simples arbitrages entre acteurs locaux. D'autant plus que l'imposant travail d'alerte, de sensibilisation et d'éducation écologique et citoyenne, centré sur la protection du bien commun et la pérennité des écosystèmes, a largement stimulé l'intervention des pouvoirs publics à l'égard du Saint-Laurent et poussé l'adoption, après 40 ans de tergiversations, d'une politique nationale de l'eau. Alors qu'on s'appête à mettre en oeuvre cette politique, ces alliés se voient, paradoxalement, couper les vivres, comme si la gestion intégrée, nouvelle « monoculture » de la gestion hydrique, pouvait ignorer que la diversité écocitoyenne est aussi essentielle aux équilibres écologiques que ne l'est la biodiversité.

Navigation durable : pour un choix social éclairé

Navigation durable : pour un choix social éclairé

Claude Mailloux

Directeur général adjoint

Société de développement économique du Saint-Laurent (SODES)

Les impacts environnementaux et sociaux des activités économiques sont de plus en plus évidents. Les activités de transports entraînent leur part d'impacts environnementaux, contribuant notamment pour environ 30 % des gaz à effet de serre au Canada. Les pressions environnementales imposées aux écosystèmes par la navigation commerciale comme l'érosion des berges, les émissions atmosphériques ou les eaux de lest sont aujourd'hui de mieux en mieux connus.

Le concept de navigation durable prend forme à mesure qu'avancent, grâce notamment à la concertation avec les autres intervenants associés au fleuve et à ses usages, les travaux d'analyse et l'identification des moyens d'atténuation des impacts. De ces travaux découleront des stratégies permettant de rendre la navigation de plus en plus durable, ce qui implique aussi de respecter son droit au développement. L'initiative de réduction de la vitesse des navires dans les zones sensibles du Saint-Laurent pour diminuer l'érosion des berges en est un bon exemple.

La navigation commerciale s'inscrit dans une approche de gestion intégrée du Saint-Laurent. En fait, elle s'inscrit encore plus globalement dans une optique de gestion intégrée des activités de transport. La prise de décision concernant le développement des activités de transport doit se faire au plan global et sur une base comparative entre les modes pour que l'on puisse tirer le meilleur parti possible de chacun d'eux.

La stratégie agro-environnementale de l'UPA et la protection de l'eau

La stratégie agro-environnementale de l'UPA et la protection de l'eau

Christian Lacasse
Vice-président général
Union des producteurs agricoles (UPA)

En 1994, le conseil général de l'UPA adoptait une stratégie agroenvironnementale visant à soutenir et à encourager les producteurs et productrices agricoles dans leur démarche de réalisation d'une agriculture durable. Cette stratégie comporte une série d'actions que les producteurs se sont engagés à concrétiser sur une décennie. Parmi les principales, mentionnons le portrait agroenvironnemental des fermes québécoises, un cadre d'interventions ciblées, le développement d'une expertise technique en agroenvironnement (dont un réseau de services-conseils) et l'élaboration d'un processus d'auto-responsabilisation au moyen de certification.

Depuis la mise en place de cette stratégie, beaucoup de chemin a été parcouru. Optant pour la sensibilisation et l'information, l'UPA a ainsi contribué à conscientiser et à mobiliser les producteurs et productrices agricoles à l'égard des enjeux agroenvironnementaux. Il s'agit notamment de réduire la pollution d'origine agricole ponctuelle et diffuse, le tout sur quatre fronts : la gestion des matières fertilisantes, la conservation des sols et de l'eau de même que la protection des cultures.

Malgré un contexte économique difficile et une réduction draconienne de l'aide de l'État, les agriculteurs et agricultrices ont investi plusieurs centaines de millions de dollars dans le développement des services conseils spécialisés en agro-environnement, la recherche et le transfert technologique, la mise en place d'infrastructures à la ferme (construction de structures d'entreposage des fumiers et lisiers) et les mesures de protection des sols, des rives et des cours d'eau. Malgré des résultats intéressants, il reste encore beaucoup à faire, spécialement en ce qui concerne le contrôle de la pollution diffuse agricole, qui demeure un problème complexe et difficile à résoudre. Pour continuer à aller de l'avant, les producteurs et productrices agricoles ont en effet besoin d'un soutien et d'une implication accrue de l'État.

Le développement concerté du Sentier maritime du Saint-Laurent

Le développement concerté du Sentier maritime du Saint-Laurent

Pierre Trudel

Directeur général

Fédération Québécoise de Canot et de Kayak

Le fleuve Saint-Laurent est appelé à devenir l'un des plus long, si non le plus long sentier maritime au monde. Mais qu'entend-t-on par sentier maritime...sentier nautique...parcours canotable? Bien que le concept de développement repose sur le principe du «sans trace», peut-il y avoir des aménagements? Selon quelles normes? Y-a-t-il des exemples de sentiers en Amérique du Nord? Comment pensons-nous le mettre en oeuvre? Pour qui? Avec qui?

L'étendue du sentier constitue à elle seule un défi important. Ajoutez à cela les contraintes d'accès, la diversité des milieux souvent fragiles. Il devient impossible de concevoir le déploiement sans une concertation d'un grand nombre d'acteurs. Pour la Fédération Québécoise du Canot et du Kayak, le Sentier maritime du Saint-Laurent aura de multiples impacts positifs pour les Québécois en matière d'éducation environnementale et de développement économique dans une perspective durable. Nous souhaitons en faire une source de fierté populaire, de mise en valeur responsable de la biodiversité du littoral et des îles du Saint-Laurent.

Remerciements

Plusieurs personnes ont participé très activement à l'organisation de ce forum. Stratégies Saint-Laurent tient à remercier de façon particulière les personnes suivantes pour leur dynamisme et pour leur très précieuse collaboration!

Membres du comité organisateur :

CHANTAL ROULEAU, *directrice générale du Comité ZIP Jacques-Cartier*
CLAIRE LACHANCE, *directrice générale du Comité ZIP Haut Saint-Laurent*
HAMIDA HASSEIN-BEY, *directrice générale du Comité ZIP de Québec et Chaudière-Appalaches*
MICHEL JULIEN, *président du Comité ZIP rive nord de l'estuaire*
NICOLAS AUDET, *directeur-adjoint de Stratégies Saint-Laurent*

Collaborateurs :

NICOLAS ROY, <i>président de Stratégies Saint-Laurent</i>	MARIE QUÉVILLON, <i>Comité ZIP Jacques-Cartier</i>
SONIA DUCHESNE, <i>directrice générale de Stratégies Saint-Laurent</i>	ANDREAS BISCHOFF, <i>bénévole</i>
ISABELLE HARVEY, <i>Stratégies Saint-Laurent</i>	MADELEINE PAPINEAU, <i>Environnement Canada</i>
LUC ROBICHAUD, <i>Stratégies Saint-Laurent</i>	CLAUDE LEBLANC, <i>Ministère de l'Environnement du Québec</i>
MARIE-HELENE BOUTET, <i>Stratégies Saint-Laurent</i>	MARIE-FRANCE DALCOURT, <i>Pêches et Océans Canada</i>
MARIANNE GRAVEL, <i>relations avec les médias</i>	CELINE LACHAPPELLE, <i>Environnement Canada</i>
MARTHE THEORET, <i>Comité ZIP Haut Saint-Laurent</i>	CLEMENT DUGAS, <i>Environnement Canada</i>
NATASHA GENEST, <i>Corsaire Design</i>	JEAN-YVES ROY, <i>Ministère de l'Environnement du Québec</i>
ANNE-MARIE HOUDE, <i>Corsaire Design</i>	RAYMONDE GOUPIL, <i>Ministère de l'Environnement du Québec</i>
CHANTAL CARRIERE, <i>Hôtel des Gouverneurs, Île Charron</i>	NATHALIE LETENDRE, <i>Environnement Canada</i>
NICHOLAS-OLIVIER CARON, <i>Sénik Inc.</i>	
MARIE-CLAUDE CHAGNON, <i>UQCN</i>	

Et tous les autres que nous avons pu oublier ...

Animateurs et conférenciers :

ANDRE BEAUCHAMP, <i>Envirosage</i>	YVES MARTINET, <i>Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine</i>
JEAN BURTON, <i>ACDI</i>	THOMAS J. MULCAIR, <i>Ministère de l'Environnement du Québec</i>
MIMI BRETON, <i>Environnement Canada</i>	ALAN DESOUSA, <i>Ville de Montréal</i>
JEAN PIUZE, <i>Pêches et Océans Canada</i>	LOUISE VANDELAC, <i>Université du Québec à Montréal</i>
PIERRE BARIL, <i>Ministère de l'Environnement du Québec</i>	CLAUDE MAILLOUX, <i>SODES</i>
DENIS LAPOINTE, <i>Union des municipalités du Québec</i>	CHRISTIAN LACASSE, <i>Union des producteurs agricoles</i>
NICOLAS ROY, <i>Stratégies Saint-Laurent</i>	PIERRE TRUDEL, <i>Fédération québécoise de canot et de kayak</i>
LUC BERGERON, <i>Comité ZIP Ville-Marie</i>	CLIFFORD LINCOLN, <i>Député fédéral, circonscription Lac St-Louis</i>
HAMIDA HASSEIN-BEY, <i>Comité ZIP Québec / Chaud.-Appalaches</i>	STELLA ANASTASAKIS, <i>Transfert Environnement</i>
CLAIRE LACHANCE, <i>Comité ZIP Haut-Saint-Laurent</i>	
PIERRE DESMEULES, <i>Comité ZIP baie des Chaleurs</i>	

Partenaires :

Ministère de l'Environnement du Québec
Pêches et Océans Canada
Environnement Canada

Commanditaires :

Ministère des Transports du Québec
Société des traversiers du Québec
Port de Montréal
Association des pilotes maritimes du Canada
Honeywell International
Association des biologistes du Québec



L'Association des biologistes du Québec est heureuse de vous convier à son 29e congrès annuel qui se tiendra les 4 et 5 novembre 2004 à l'Hôtel Clarion de Québec.

Préparé en collaboration avec l'Ordre des Urbanistes du Québec, ce congrès proposera des débats sur le défi de la nature en ville.

Pour information: Association des biologistes du Québec
1208, rue Beaubien Est, bureau 102
Montréal (Québec) H2S 1T7
(514) 279-7115
abq@qc.aira.com | <http://www.abq.qc.ca>

Honeywell

Au service
de l'industrie,
du commerce et
de la collectivité



Canada

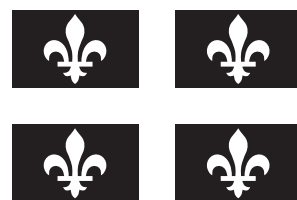


Port de Montréal
Port of Montreal

www.port-montreal.com

***Société
des traversiers***

Québec



L'impression de ce document a été commanditée par :

Transports
Québec 